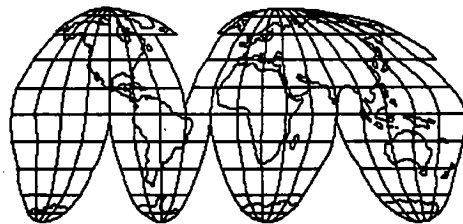


Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine

This Week
in Trade and
Foreign Policy



du 17 février au 23 février 1994

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**Nomination des coprésidents du forum national sur les relations
internationales du Canada**

Le 23 février 1994, n° 30

M. Janice Gross Stein, professeur à l'Université de Toronto, et M. Pierre S. Pettigrew, homme d'affaires montréalais, coprésideront le premier Forum national annuel sur les relations internationales du Canada, qui se tiendra au Centre de conférences du gouvernement les 21 et 22 mars. L'annonce en a été faite par le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, le ministre de la Défense nationale, M. David Collenette, et le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren. Le but du Forum, dont la tenue reflète un engagement pré-électoral, est de donner aux Canadiens la possibilité d'analyser les implications que l'évolution rapide des milieux internationaux et nationaux a sur les affaires étrangères, et de commenter les répercussions que cette évolution devrait avoir sur les priorités stratégiques du Canada. Quelque 120 personnes ayant des formations différentes et issues du monde des affaires, des syndicats, des universités, des organisations non gouvernementales, de la communauté autochtone et des médias doivent participer à ce premier Forum. Elles ont été invitées à titre personnel, en fonction de leurs connaissances et de leur expérience. Le Forum national, qui aura lieu chaque année, est un volet important du processus d'examen de la politique étrangère enclenché par le gouvernement.

Des militaires canadiens au centre cambodgien pour le déminage

Le 22 février 1994, n° 29

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre de la Défense nationale, M. David Collenette, ont annoncé que le Canada enverra 12 membres des Forces armées canadiennes au Cambodge pour assurer des services de formation et d'administration au Centre cambodgien pour le déminage. Ce personnel sera fourni par le biais du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui assure la coordination du soutien international aux opérations de déminage au Cambodge. Les Canadiens représenteront la moitié du groupe consultatif technique international, de 25 personnes, servant auprès du Centre. «Le Cambodge est aux prises avec le pire problème de déminage terrestre au monde. La présence de mines dans les terres agricoles en rend la culture impossible. Le commerce est paralysé en raison des routes minées. Je suis fier de cet effort canadien en vue d'aider les Cambodgiens à surmonter ce très sérieux obstacle à l'essor du pays», a déclaré M. Ouellet.

**M. Ouellet dirigera une délégation au Comité ministériel
mixte Canada-Mexique**

Le 22 février 1994, n° 28

Une délégation de ministres dirigée par le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, participera à de vastes consultations avec des homologues mexicains, à Mexico le 1^{er} mars, dans le cadre du Comité ministériel mixte Canada-Mexique dont la mise sur pied remonte à 1971. Depuis quelques années, les réunions ont lieu tous les ans, alternativement au Canada et au Mexique. «Ces rencontres permettent aux ministres des deux pays de s'entretenir régulièrement et longuement sur une foule de sujets d'intérêt mutuel. A mesure que nos rapports se multiplient avec le Mexique - que ce soit en matière de commerce, de coopération agricole ou environnementale, de droits de la personne, de renforcement de la démocratie ou au sujet de nos intérêts communs à l'intérieur du continent - ces entretiens revêtent un caractère de plus en plus important tant pour le Canada que pour le Mexique.»

**Le Canada engage tous les partis en Afrique du Sud
à participer aux élections**

Le 18 février 1994, n° 27

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a invité tous les partis politiques en Afrique du Sud à oeuvrer de manière constructive pour que la transition démocratique se fasse sous le signe de la paix. «Le Canada engage vivement tous les partis en Afrique du Sud à participer aux élections, et à faire en sorte que tous les Sud-Africains aient la possibilité d'exercer librement et pacifiquement leurs droits démocratiques. Les dirigeants politiques doivent comprendre que le processus électoral est le meilleur véhicule pour la promotion d'intérêts ou de points de vue particuliers», a déclaré M. Ouellet.

CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA :

Le gel des salaires protégera les emplois, affirme Eggleton

Le 22 février 1994

La mesure prévue dans le Budget et visant à prolonger, pendant une autre période allant jusqu'à deux ans, le gel des salaires aux niveaux actuels permettra de réaliser des économies pouvant atteindre 1 milliard de dollars en 1996-1997 dans les coûts de fonctionnement et permettra de préserver des emplois, a déclaré le président du Conseil du Trésor, M. Art Eggleton. Selon M. Eggleton, en plus des économies de 940 millions de dollars en 1996-1997, le gel permettra d'épargner 50 millions de dollars en 1994-1995 et 510 millions en 1995-1996, soit un total de 1,5 milliard de dollars sur une période de trois ans. Le gouvernement doit contrôler les dépenses de fonctionnement; cela fait partie du train de mesures visant à maîtriser le déficit fédéral, a déclaré le Ministre. Les salaires représentent une partie importante des coûts de fonctionnement. «Le déficit est l'affaire de tout le monde, et la fonction publique doit participer à la solution au problème. Le gouvernement a débattu divers moyens de réduire les coûts de fonctionnement. Le gel des salaires nous permettra de contrôler les coûts sans compromettre les emplois.» Le gouvernement demeure engagé à assurer aux fonctionnaires un haut niveau de sécurité d'emploi et à faire en sorte qu'aucun employé ne soit licencié sans avoir d'abord reçu une offre d'emploi raisonnable, a indiqué M. Eggleton. Les employés déclarés excédentaires devront être prêts à déménager ou à suivre un programme de recyclage au besoin. Les salaires seront maintenus aux niveaux actuels pour tous les employés de l'État, pendant une période allant jusqu'à deux ans, à compter de l'expiration des mesures de restriction légiférées qui sont en vigueur. C'est ainsi que le gel, qui devait se terminer en 1995, sera prolongé jusqu'en 1997. Le gel s'appliquera en outre aux augmentations annuelles de salaire des employés qui n'ont pas encore atteint le niveau maximal de leur échelle salariale. Le gouvernement entreprendra un examen de ses activités en vue de les rendre plus efficaces et de réaliser, du même coup, des économies. Cet examen visera aussi à réduire le

chevauchement et le double emploi et à réduire ou éliminer les programmes qui ne sont plus une priorité. Les syndicats seront consultés aux niveaux national et ministériel, et invités à participer à l'examen. Toutes les épargnes, autres que celles nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction des budgets des ministères, serviront à écourter la période de restrictions salariales. Par ailleurs, certaines épargnes résultant de la restructuration des programmes pourraient servir aux mêmes fins. M. Eggleton a également précisé qu'en raison des répercussions plus lourdes des mesures budgétaires sur les employés de la Défense nationale, un programme d'encouragement aux départs sera mis sur pied.

DÉFENSE NATIONAL :

Le Canada entreprend la phase parlementaire de la révision de la politique en matière de défense

Le 17 février 1994, n° 94-008

Le ministre de la Défense nationale, l'honorable David Collenette, a lancé la phase parlementaire de la révision de la politique en matière de défense du Canada en déposant à la Chambre des communes un document d'orientation. Ce document fournit un cadre stratégique qui a pour but de guider un comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes dans ses délibérations et dans ses consultations auprès des Canadiens. «Nous avons besoin d'une politique claire, réaliste et financièrement abordable qui explique clairement ce à quoi on s'attend des Forces canadiennes», a dit M. Collenette alors qu'il entamait le débat portant sur une motion du Gouvernement visant la création du Comité. «Le Gouvernement veut connaître le point de vue des Canadiens sur l'avenir de la défense du Canada. J'incite donc tous les Canadiens à participer au processus et à donner leur avis.» Le Comité sera composé de 16 membres (11 députés et 5 sénateurs) habilités à tenir des audiences publiques au Canada et des consultations à l'étranger. Son rapport sera déposé d'ici la fin de septembre et constituera un élément important du processus d'élaboration de la politique. Après l'examen du rapport du Comité, le Gouvernement publiera un Livre blanc sur la défense.

FINANCES CANADA :

Dépôt aux Communes d'un Avis de motion de voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise

Le 21 février 1994, n° 94-021

Le secrétaire d'État aux Finances, Doug Peters, a déposé cet après-midi à la Chambre des communes un Avis de motion de voies et moyens modifiant la Loi sur la taxe d'accise, à la suite des réductions de taxe sur le tabac annoncées en début d'après-midi par le gouvernement de l'Ontario. La motion propose de modifier la Loi sur la taxe d'accise afin de réduire davantage les taux de la taxe d'accise imposée sur les cigarettes, les bâtonnets de tabac et le tabac fabriqué, comme le tabac à coupe fine et le tabac à priser en vente en Ontario. La taxe d'accise sera réduite d'encore \$4.60 par cartouche de cigarettes, \$1.80 par 200 bâtonnets de tabac et de \$1.80 par 200 grammes de tabac fabriqué. Ces taux réduits s'appliqueront aux cigarettes, aux bâtonnets de tabac et au tabac fabriqué marqués pour la vente au détail en Ontario uniquement et livrés par les fabricants à compter du 22 février 1994. Une remise de \$4.60 la cartouche de cigarettes sera accordée aux personnes dont les stocks de cigarettes libérées de taxe d'accise au 22 février 1994 dépassent un certain seuil et sont destinées au marché ontariens.

STATISTIQUES CANADA (INDICES ÉCONOMIQUES) :

Les prestations d'assurance-chômage versées en 1993 se sont chiffrées à 18,3 milliards\$, soit 5,2% de moins qu'en 1992. Il s'agit de la première diminution depuis 1987 où 10,4 milliards\$ avaient été versés aux bénéficiaires. Au cours de l'année 1993, un total de 18,3 milliards\$ a été versé en prestations, une baisse de 5,2% comparativement à 1992. Au cours de 1993, un total de 3 322 000 demandes ont été reçues, soit 12,7% de moins qu'en 1992. En décembre 1993, le nombre total de bénéficiaires (incluant toutes les personnes ayant bénéficié de prestations ordinaires ou de prestations spéciales d'assurance-chômage) s'est chiffré à 1 264 000, une diminution de 10,7% par rapport à décembre 1992. Au cours de la même période, le nombre d'hommes ayant reçu des prestations a reculé de 12,1% pour se chiffrer à 704 000, alors que le nombre de femmes bénéficiaires a diminué de 9,0% pour s'établir à 560 000. (Le Quotidien, le 23 février 1994)

Pendant huit mois consécutifs, les ventes désaisonnalisées des marchands de gros ont augmenté. Le total des ventes annuelles pour 1993 s'élève à 205 milliards\$, soit une hausse de 11,6% comparativement à l'année dernière. (Le Quotidien, le 22 février 1994)

L'excédent du commerce de marchandises du Canada a de nouveau chuté en décembre, passant de 708 millions\$ en novembre à 524 millions\$ en décembre. Néanmoins, le solde commercial pour 1993 a été de 11,7 milliards\$ comparativement à 9,0 milliards\$ en 1992. Après désaisonnalisation, les exportations ont progressé de 146 millions\$ pour atteindre 15,9 milliards\$ en décembre, ce qui constitue un niveau record sur une base annuelle de 181 milliards\$, soit environ 15,6% de plus qu'en 1992. Les exportations vers les États-Unis ont continué d'afficher les plus fortes croissances augmentant de 17,2% au cours de l'année écoulée. Après désaisonnalisation, les importations continuent d'afficher des niveaux records; elles ont augmenté de 330 millions\$ en décembre pour atteindre 15,3 milliards\$. En 1993, la valeur totale des importations se chiffrait à 169,3 milliards\$, soit 14,7% de plus que l'an dernier. Au cours de l'année écoulée, ce sont les importations en provenance des États-Unis (+19,4) et des pays hors OCDE (+16,3%) qui ont le plus progressé. (Le Quotidien, le 17 février 1994)

À Venir :

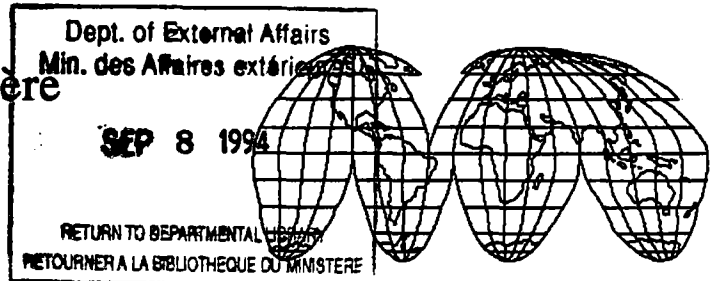
- Mars 1994 : Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Guadalajara)
- 22-25 mars 1994 : Canada Expo94 (Mexico, Mexique)
- 24-25 mars 1994 : Réunion ministérielle du CEAP sur l'environnement (Vancouver, Colombie-Britannique)
- 5-11 juin 1994 : Assemblée annuelle de l'Organisation des États américains
- 8-10 juillet 1994 : Sommet économique G-7 (Naples, Italie)

Si vous voulez des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères du Canada, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Si vous voulez des copies provenant d'autres ministères, contactez leur division respective des communications. «Le comme semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction gé

This ^{DOCS} _____
in Trade ^{CA1}
Foreign ^{EA}
^{T38}
Apr 20,
1994
Copy 1

Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine

April 14 to 20, 1994



DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:

OECD Secretary-General Paye to Visit Canada

April 20, 1994, No. 76

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Jean-Claude Paye, Secretary-General of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), will visit Ottawa, April 21-22. Mr. Paye's program will include meetings with Mr. Ouellet, the Governor of the Bank of Canada, Gordon Thiessen, as well as with officials of the Department of Foreign Affairs and International Trade, and the Department of Finance. Canada is a founding member of the OECD, a forum that brings together 25 of the world's largest industrialized democracies.

Canada Re-Elected to the United Nations Commission on Human Rights

April 20, 1994, No. 75

Foreign Affairs Minister André Ouellet welcomes Canada's re-election, for a third consecutive three-year term, to the United Nations Commission on Human Rights. The election took place at the meeting of the Economic and Social Council of the United Nations, in New York City. Canada has played an active role in the development and strengthening of UN human rights principles and machinery. The Canadian government has placed particular emphasis on the evolution of effective UN human rights institutions, and played a prominent role in the creation of the new office of the High Commissioner for Human Rights and the recent establishment of the UN Special Rapporteur on Violence against Women.

Ouellet to Speak at the Inauguration of the Jean Monnet Chair at the University of Montréal

April 20, 1994, No. 74

Minister of Foreign Affairs André Ouellet will deliver an address on Canada-Europe relations on April 25 at a University of Montréal symposium marking the establishment of the Jean Monnet Chair in European Integration. The University of Montréal is the first institution outside Europe to be awarded a Monnet Chair by the Commission of the European Communities. "We have witnessed momentous changes in Europe in recent years, but through them all Canada's links with Europe have remained strong and important. The establishment of the Jean Monnet Chair is an opportunity to celebrate our past relationship and look to the future," said Mr. Ouellet. The Jean Monnet Chair is named in honour of one of the principal architects of European unity. Its function is to foster the dissemination of information, professional training, university instruction and academic research on European integration.

MacLaren Announces Visit of Chinese Vice-Premier Zou Jiahua

April 15, 1994, No. 73

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, announced that His Excellency Zou Jiahua, Vice-Premier of the People's Republic of China, will make an official visit to Canada April 18 to 27. The visit will focus on trade and economic relations between Canada and China, and will provide the opportunity to discuss other aspects of the bilateral relationship.

MacLaren Signs the Uruguay Round Final Act

April 15, 1994, No. 72

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, in Marrakesh, Morocco, joined representatives from about 120 governments in signing the Final Act embodying the results of the Uruguay Round of multilateral trade negotiations. Subject to approval by Parliament, Mr. MacLaren's signature indicates that Canada accepts fully the results of the Uruguay Round, the largest and most complex international trade negotiations ever undertaken. "I cannot overstate the importance of this agreement," Mr. MacLaren said. "The Round establishes the World Trade Organization (WTO), giving Canada and the world community a powerful new vehicle to steer away from the old unilateral and protectionist habits of a few major countries. Canada played a critical role in proposing and developing the concept for the WTO. It will enable us to move in a new direction, where the principles of fairness and mutual advantage take on a new meaning. It is an achievement in which Canadians should take pride."

FINANCE:

Madame Chairman, the European Bank for Reconstruction and Development's (EBRD) natural focus is in promoting the development of competitive private sectors. Over the course of the past year, the growth and the direction of its activities have been extremely productive. The number of projects approved by the Bank and the value of loan and equity investments has doubled; the amount of money disbursed has more than tripled, the Bank's administrative budget has been brought under control and; the Bank is very close to attaining the 60/40 ratio of private sector to public sector operations set out in its Articles of Agreement. As the Bank grows, however, it will need to grapple with a number of additional challenges. The first challenge is administrative efficiency and sound management ... A second challenge is operational effectiveness ... A third challenge will be to better focus the Bank's activities as it becomes active in all countries of operations. Another focus of attention will obviously be sustainable development and the Bank's environmental mandate ... Canada's participation in the EBRD is a key element of our broader strategy to support reform in the countries of Central and Eastern Europe and the former Soviet Union.

Notes for Remarks by the Honourable Doug Peters Secretary of State for Finance to the Third Annual Meeting of the Board of Governors of the European Bank for Reconstruction and Development (St Petersburg, Russia, April 19, 1994).

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION:

PRESS RELEASE:

Marchi Announces New Vision of Canadian Citizenship

April 14, 1994, No. 94-23

Sergio Marchi, the Minister of Citizenship and Immigration, announced plans to develop a new Citizenship Act and measures to streamline citizenship processing. The current Citizenship Act, created in 1977, has remained virtually unchanged. The Minister underlined the need for a new Act which is more relevant, dynamic and symbolically important to the Canada of today. "A country's Citizenship Act should be a proud and bold statement of its history and its hopes, its common principles and common values," said the Minister. "The proposals I am announcing will build on this tradition by calling for a renewed and reinvigorated citizenship." Action will proceed on three fronts. First, the Standing Committee on Citizenship and Immigration will undertake a substantive review of the principles, rights and responsibilities fundamental to a Canadian concept of responsible citizenship (...) Second, the Minister is implementing immediate measures to resolve the backlog in the processing of citizenship applications (...) To improve efficiency, the accelerated process will include group assessments of knowledge and language skills instead of individual interviews by a Citizenship Judge. Other measures include increasing the daily numbers of hearings, encouraging applicants to file by mail, and extending business hours for Citizenship Courts. The processing time will initially be reduced to about 18 months with an end goal of six months when all reforms are in place. The Minister also announced that the position of Citizenship Judge will be eliminated.

STATEMENT:

The initiatives I am announcing today change the fees charged for immigration services and alter eligibility to the Adjustment Assistance Program (AAP). These changes are part of a cost management strategy to deal with the immigration program shortfall which, without these changes, amounts to \$48 million. Effective June 1, 1994, cost recovery fees now collected for immigration services will be increased. Fees will also be assessed for the first time on a number of other immigration services ... Those applying abroad for visitor visas will pay the fee upon submitting an application. In the present situation, a fee is only paid when we assess the application and decide to issue a visa. In addition a fee will now be collected from everyone applying for permanent resident status within Canada, including successful refugee claimants ... As of May 15, 1994 only those refugees sponsored by the government from abroad will be eligible for this program that provides basic income support. People enrolled in AAP before May 15, 1994 will continue to receive AAP benefits. AAP provides allowances for clothing, housing, furniture and food to people in need for up to one year after they arrive in Canada, or until they become self-supporting, whichever comes first ... Today, almost half of AAP recipients are not government-assisted refugees - the people for whom the Program was designed to help.

Notes for an Address by the Hon. Sergio Marchi, P.C., M.P. Minister of Citizenship and Immigration on Changes to Fees Charged for Immigration Services and Changes to the Adjustment Assistance Program (AAP) (April 15, 1994)

HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT

Youth Employment and Learning Strategy to Lay Groundwork for Modernizing School to Work Measures

April 15, 1994, No. 94-24

The Government of Canada is embarking on an employment and learning strategy, in collaboration with the provinces and industry, that will help young people prepare for the challenges of the 1990's labour market and the new global economy by improving existing school to work transition measures and introducing new approaches to the education and training systems. The strategy is budgeted at \$684.5 million for fiscal year 1994-95, which includes an estimated \$479 million in outlays for student loans. The total budget represents a reallocation of existing funds from within the Department of Human Resources Development Canada. " You know the status quo is not working when we see too many young people sidelined in society. This government is now laying the foundations for improved education and training systems. We will test new models to help young people make a successful move from school to the workplace," said Human Resources Development Minister Lloyd Axworthy. Key elements along the strategy's two main fronts are as follows: Youth Employment; Youth Service Canada; Youth Internship; Summer Employment Program; Youth Learning; Reforms to Canada Student Loans Program; Learning initiatives; and, Stay-in-School Partnerships.

UPCOMING EVENTS:

- June 5-11, 1994: OAS Annual Assembly (Belem, Brazil)
- June 9-10, 1994: NATO, North Atlantic Council and North Atlantic Co-operation Council Meetings (Istanbul, Turkey)
- July 8-10, 1994: G-7 Economic Summit (Naples, Italy)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions. "Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

